

Convention collective régionale

IDCC : 528. – **INDUSTRIES DE LA TEINTURERIE, NETTOYAGE
ET DE LA BLANCHISSERIE
DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS
(25 février 1955)**

(Etendue par arrêté du 23 avril 1971,
Journal officiel du 30 mai 1971)

**AVENANT N° 9 DU 16 NOVEMBRE 2005
RELATIF AUX SALAIRES À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2006**

NOR : *ASET0650259M*

IDCC : 528

Entre :

L'union régionale de l'entretien des textiles Nord - Pas-de-Calais,

D'une part, et

L'union régionale des syndicats chrétiens CFTC ;

La fédération française des syndicats du personnel d'encadrement des industries du textile de l'habillement et connexes CFE-CGC ;

L'union syndicale textile de Lille et environs FO ;

L'union régionale des syndicats textiles, habillement, cuir CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Barèmes de rémunération minimale

Les rémunérations minimales conventionnelles sont fixées au 1^{er} janvier 2006 pour les entreprises relevant du champ d'application de la convention collective des industries de la teinture, nettoyage et de la blanchisserie du Nord et du Pas-de-Calais conformément au tableau suivant :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
110	8,03	1 217,91
120	8,03	1 217,91
130	8,04	1 219,43
140	8,05	1 220,94
160	8,32	1 261,89
180	8,55	1 296,78
200	8,88	1 346,83
230	9,66	1 465,13
280	10,55	1 600,12
350	11,63	1 763,92
400	12,99	1 970,19
500	14,95	2 267,47
600	16,99	2 576,87

Prime de frais de route des chauffeurs-livreurs : 5,25 €.

Cette prime est allouée aux chauffeurs-livreurs qui, du fait de l'horaire de la tournée, sont dans l'impossibilité de prendre leur repas à leur domicile ou dans l'entreprise.

Article 2

Adhésion

Conformément à l'article L. 132-9 du code du travail, toute organisation et tout employeur qui ne font pas partie du présent avenant pourront y adhérer ultérieurement.

Cette adhésion sera valable à compter du jour qui suivra celui de la notification de l'adhésion à la direction départementale du travail et de l'emploi.

Article 3

Dépôt de l'avenant

Le texte du présent avenant sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Tourcoing conformément à l'article L. 132-10 du code du travail.

Article 4

Extension

Conformément à l'article L. 133-1 du code du travail, les parties contractantes conviennent de demander au ministère du travail que les dispositions du présent accord soient rendues obligatoires pour tous les employeurs et salariés compris dans le champ d'application territorial et professionnel de la convention collective.

(Suivent les signatures.)